

Intervention en ouverture de séance concernant le contexte politique

Intervention de Séverine Botte

Au nom des élus de la Gauche combative, communiste et républicaine

Mouvement des Gilets jaunes, marches citoyennes pour le climat, rassemblements réguliers contre les projets néfastes à l'environnement, mouvement dans les hôpitaux, les EHPAD, dans les Universités, crise agricole, et bien sûr d'innombrables mobilisations sociales avec en tête les impressionnantes manifestations contre la réforme des retraites : ce ne sont pas les alertes qui ont manqué depuis 2017.

Autant de cris du peuple et d'appels du pays réel, que notre groupe n'a cessé de relayer et notamment ici dans cet hémicycle avec pour point commun : l'arrêt de toutes ces politiques libérales qui font mal aux gens et les désespèrent, en abîmant la société.

Sans compter qu'elles affaiblissent nos collectivités comme tous les services publics.

Autant d'alertes totalement ignorées par un Président de la République méprisant et arrogant, convaincu d'avoir trouvé dans le marketing politique et le tête-contre-tête entretenu avec l'extrême-droite, le moyen de durer.

Sauf que, pendant ce temps-là, les crises se multiplient et se superposent, les tensions aussi, la République s'affaiblit et avec elle la démocratie.

Sur tous les plans, on assiste à l'échec des politiques, mais plus encore de la philosophie libérale. Quand on fait le choix des agences de notation, d'être les bons élèves des marchés financiers, on humilie forcément le peuple, on ne répond pas aux urgences.

Lors des élections européennes, les électeurs ont massivement sanctionné Emmanuel Macron et sa politique de droite qui a largement été relayée ici, parfois même avec un certain zèle.

Mais ce qui est arrivé dimanche soir vous guette ici en Seine-Maritime, dans vos cantons : la droite macroniste, gestionnaire, restant sourde et aveugle face au désespoir populaire, sociale qui s'exprime, devient le passe-plat de l'extrême-droite.

Face à l'ampleur du désaveu, le Président a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale. Cette décision est lourde de sens et de conséquences pour le pays.

Mais ce dont il ne s'attendait pas s'est produit dès le lendemain avec la création d'un nouveau Front Populaire, un rassemblement populaire des forces syndicales, associatives et de gauche, pour proposer aux Français un gouvernement à partir d'un programme commun de progrès, de justice et d'apaisement de la société.

Ce serait un changement juste et heureux par rapport à tous les mauvais coups subis depuis 2017, et un rempart contre toute connivence entre une partie de la droite et le R.N. qui conduirait à aggraver plus encore le recul de nos droits.

Car à l'évidence, ce qui se déterminera les 30 juin et 7 juillet prochain, ce n'est pas un quelconque quitus recherché par le pouvoir en place pour poursuivre ses maltraitances, mais c'est un choix entre une arrivée au pouvoir de l'extrême-droite ou celle d'un nouveau Front Populaire.

Beaucoup à droite annoncent ne pas vouloir choisir entre le nouveau Front Populaire et le R.N. au second tour. Certains mêmes, affichent clairement leur intention de voter pour l'extrême-droite ! C'est indigne de prétendus Républicains.

Que nous ne soyons pas d'accord sur bien des sujets, que nous ne défendions pas les mêmes intérêts, c'est normal, c'est même sain dans une démocratie. Mais face à un parti qui prône clairement le tri racial et proclame déjà que les garde-fous installés dans notre Constitution, comme le Conseil Constitutionnel, ils les piétineront, assimiler Gauche unie et extrême-droite est clairement malsain.

C'est également injurieux.

Nous, nous avons toujours démontré notre attachement à la République et à la démocratie, et pas seulement par des mots, par nos actes et aussi par le sang et les sévices subies par nos camarades dans l'histoire de France.

Sans compter notre engagement dans la résistance à l'occupant nazi et notre apport au sein du Conseil National de la Résistance et de son programme.

Nous, entre droite et extrême-droite, nous choisirons toujours de battre l'extrême droite. Toujours.

En ces circonstances exceptionnelles et graves, il nous est apparu pertinent de ne pas mobiliser trop de temps pour débattre ce matin, comme nous le faisons habituellement en ouverture de Conseil, sur cette situation politique et de la responsabilité des uns et des autres.

Nous ne manquerons pas d'y revenir après le 7 juillet.

Et ceci afin de nous consacrer pleinement et le plus sereinement possible à l'examen des délibérations inscrites à l'ordre du jour de cette séance.